

Territoire de **Ruhengeri**

N° **220/P.**

Transmis le

à Monsieur l'Officier du Ministère Public

Signature

Ruhengeri



7692

1°) A CHARGE DE :

**Van Hemelrijck
Achille à
Ruhengeri**

2°) PRÉVENU DE :

**Outrage à un fonctionnaire
dans l'exercice de ses
fonctions**

Art. 136 C.P. L II

Injures publiques

Art. 75 C.P. L II

3°) SUR PLAINTE DE :

**Mr Gaupin R
Administrateur de
Territoire**

4°) OBJETS SAISIS

5°) DATE DE LA OU
DES ARRESTATIONS

OBSERVATIONS :

PRO-JUSTITIA

Décret du 27 avril 1889, article 35.

L'an mil neuf cent **cinquante et un** le **troisième**
jour du mois de **septembre**
Devant Nous (1) **Pochet M.** (2)
Officier de Police Judiciaire, a compétence **générale**
Nous trouvant à **Ruhengeri**
a comparu **Monsieur Gaupin Raymond, Administrateur de
Territoire à Ruhengeri** lequel, en nous présentant la plainte
écrite ci-jointe, nous déclare ce qui suit : serment prêté.

En date du 23 Août 1951, j'ai porté plainte au parquet de
Kigali contre Monsieur Van Hemelrijck Achille, résidant à
Ruhengeri, pour outrage à un fonctionnaire dans l'exer-
cice de ses fonctions.
Le premier septembre, Monsieur le Procureur du Roi étant
de passage à Ruhengeri, m'a signifié qu'il était nécessaire
que l'enquête judiciaire soit entreprise sans retard.
Vous étiez présent. Il vous a invité à acter dès qu'possi-
ble les éléments de l'enquête.
Je vous remets ma plainte ; elle contient tout ce que je puis
vous déclarer au sujet de l'affaire.
Je dois y ajouter que le commis Otto Rugangizandekwe ~~était~~
~~fut aussi présent~~ fut également témoin des faits relatés, de même que plusieurs
policiers indigènes, accourus au bruit des vociférations
de Monsieur Van Hemelrijck."

Comparait ensuite le nommé **RULEMESHA Jean Baptiste**, fils de
Joseph Mvomanyi et de Nyirabarenzi, colline Muko,
sous-chef Munderi, chef Namari, territoire de Ruhengeri
exerçant la profession de secrétaire indigène au bureau du
Territoire.

Il prête serment et répond comme suit à nos questions.
Q. Étiez vous présent dans le bureau, lorsque, le 23 Août,
Monsieur Van Hemelrijck est entré et a créé un incident
aussi pénible que déplacé ?

R- Oui, j'étais là. Il y avait également un européen qui
était occupé avec Monsieur Gaupin.

Q- Racontez moi exactement ce que vous avez vu et entendu.
Exposez chronologiquement les faits.

R- J'étais occupé à inscrire le courrier à l'indicateur de
correspondance. Arrive un missionnaire adventiste, qui
s'assied en face du bureau de Monsieur Gaupin et discute
avec lui.

Quelques instants après arrive Monsieur Van Hemelrijck,
comme bondissant à l'intérieur du bureau. ~~Il se~~ Sans
s'excuser de déranger la conversation de Monsieur l'Adminis-
trateur et du Missionnaire, il réclame un extrait de
jugement d'une affaire relative à son chauffeur.

Monsieur Gaupin lui déclara qu'il regrettait de ne pouvoir
lui donner satisfaction, l'affaire ~~ayant~~ ayant été jugée
par Monsieur Nils. Il invita Mr Van Hemelrijck à s'adresser

1) Nom et prénoms du fonctionnaire instrumentant.

2) Indiquer les fonctions qui donnent la qualité d'officier de police judiciaire :

administrateur d..., contrôleur des finances.

Le procès-verbal doit se terminer par la formule : Je jure que le présent procès-verbal est
sincère.

au parquet.

Alors, entendant cela, Mr V. Hemelrijck se mit à crier, revendiquant de façon véhémente cet extrait de jugement, déclarant qu'il ne sortirait pas avant de l'avoir... etc.

Après l'avoir invité de sortir de son bureau, parce que d'abord il y avait un visiteur qui avait priorité et parcequ'il ne désirait pas d'esclandre, Monsieur Gaupin renouvela sa demande en lui montrant la porte.

Monsieur Van Hemelrijck saisit alors Monsieur Gaupin par le cou, esquissant le geste de le pousser vers la porte et hurlant ~~que~~ qu'il ne sortirait pas, ~~que~~ que c'est lui qui ferait sortir l'A.T., qu'il resterait dans le bureau autant que cela lui plairait... etc.

Le missionnaire se leva, voyant le moment où Mr Van Hemelrijck allait frapper Mr Gaupin, lequel ne se départissait ni de son calme, ni de sa correction.

A un certain moment je vis Monsieur Van Hemelrijck tendre le bras droit en arrière, le poing serré, menaçant Monsieur Gaupin. Toutefois il ne frappa pas. Je vis que le moment devenait critique et ayant eu peur, je ~~sortis~~ sortis du bureau. Mr Van Hemelrijck hurlait littéralement et était rouge de colère. Tous les indigènes des environs attirés par ses cris étaient accourus et s'étaient rassemblés devant le bureau. Tous les clercs et les policiers présents étaient arrivés également et pouvaient entendre tout ce qui se disait dans le bureau.

Monsieur Van Hemelrijck dans sa furie injuria grossièrement l'A.T., criant, "vous êtes des lâches", "vous agissez dans l'illégalité", "vous faites du boycottage et cherchez des ennuis à mon chauffeur pour m'atteindre à travers lui".

Je n'ai pu tout entendre puisque je me suis sauvé.

Je voyais que tous les auditeurs indigènes étaient profondément étonnés de ce qui se passait. Les clercs et les secrétaires, comme les policiers disaient entre eux "quelle audace a cet individu, et quelle grossièreté, pour venir dans le bureau de l'Administrateur pour faire une chose pareille". Ils semblaient consternés par cet incident.

Q. Vous avez donc bien vu M Van Hemelrijck outrager Monsieur Gaupin, tant en esquissant le geste de vouloir le mettre à la porte de son bureau, qu'en tendant son poing fermé en arrière pour le frapper.

Vous avez bien entendu des injures rapportées plus haut ?

R. Je le déclare catégoriquement et je le jure.

Comparait ensuite le nommé Otto Rusingizandekwe, résidant à Ruhengeri, commis de première classe au Service de la Douane, travaillant à Ruhengeri au bureau du Territoire.

Sermentprêté il déclare comme suit.

Q- Que savez vous de l'incident qui est survenu le 23 Aout, dans le bureau de Monsieur Gaupin, entre celui-ci et M Van Hemelrijck ?

R. J'étais dans mon bureau qui est à côté de celui de M Gaupin et en est séparé par une porte vitrée. Messieurs Dangotte et Vuylsteke étaient sortis.

J'entendis crier dans le bureau d'à côté, ~~mon~~ C'était M. Van Hemelrijck.

Il criait de plus en plus fort. Je allai à la porte vitrée pour voir ce qui se passait et je vis que Monsieur Van Hemelrijck menaçait Monsieur Gaupin du ~~bras~~ bras tendu et poing fermé, puis qu'il lui mettait le ~~poing~~ doigt tendu sous le nez en lui déclarant Je pense que c'est:

"Je vais vous casser la gueule"

Je ne suis pas certain que c'est cela, mais ce doit l'être, car j'ai entendu Monsieur Gaupin dire alors: "Mais frappez, Monsieur" et il tendait sa joue vers Mr. Van Hemelrijck. Celui-ci d'ailleurs n'en fit rien.

A ce moment, je vis le Missionnaire se lever et intervenir près de Monsieur Van Hemelrijck pour qu'il veuille bien sortir.

Mr. Maertens qui était présent intervint, lui, pour dire au Missionnaire "qu'il n'avait pas à se mêler de cette affaire".

Q.- Avez vous entendu Van Hemelrijck proférer des injures ?

R. Il hurlait véritablement et semblait furieux. Je devinais qu'il s'agissait d'une affaire relative à son chauffeur.

Je ne puis dire que j'ai entendu V. Hemelrijck injurier l'A.T., mais ses paroles étaient pour le moins étranges. Il reprochait à l'A.T. d'avoir fait payer une amende à son chauffeur, sans jugement.

Q. Avez vous entendu les injures suivantes: "vous êtes des lâches", "vous agissez dans l'illégalité" ..

R. Je ne saurais l'affirmer. Je désirais voir ce qui se passait et entendre ce qui se disait, mais par discrétion, après avoir jeté un coup d'oeil, je me suis retiré pour aller chasser les indigènes qui s'étaient rassemblés devant la porte du bureau et assistaient à la scène.

Q; Quel était le sentiment des spectateurs indigènes ?

R.- Les indigènes trouvaient scandaleux qu'un A.T. soit attaqué de cette façon dans son bureau et qu'on osait lui parler sur ce ton .

De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal que les comparants ont signés avec nous après que lecture leur en a été faite .

Je jure que le présent P V est sincère
L'Officier de Police Judiciaire ,
Pochet M .

L'enquête est reprise le lendemain 4 septembre .

Comparait Monsieur Van Hemelrick Achille , sujet belge résidant à Ruhengeri né à Berlaere lez Termonde , immatriculé à Uvira le 24/9/1927

Il répond comme suit à nos questions .

Q- Vous êtes prévenu des infractions d'outrage à fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction , en l'occurrence d'outrage à Monsieur Gaupin et d'injures publiques au même .

Les faits qui vous sont reprochés se sont passés le 23 Aout 1951 dans le bureau du territoire et eurent divers témoins .

Je pense ne pas avoir à vous les rappeler .

Q. R econnaissez vous être entré au bureau du territoire et avoir élevé la voix et crié, dès que Monsieur Gaupin , d'ailleurs occupé avec un missionnaire adventiste, vous en répondit ~~répondit~~ par une fin de non recevoir à la demande que vous lui aviez formulée , laquelle avait pour objet , je pense , l'obtention d'un extrait de jugement rendu contre votre chauffeur .

R.- Oui , je reconnais être entré au bureau du territoire et avoir présenté à Monsieur Gaupin la quittance de paiement de 200 frs que le chauffeur était venu me réclamer à la suite de la demande du gardien de prison . Et je demandai à Monsieur Gaupin le pourquoi de la chose , Le chauffeur ayant fait 7 jours de prison , devait encore faire 15 jours supplémentaires ou payer 200 frs .

Q. Avez vous élevé la voix ?

R. Bien sûr .

Q. Monsieur Gaupin et les témoins parlent de hurlements de votre part .

R; C'est comme il l'entendent .

Q. L'enquête jusqu'ici relève que vous avez injurié l'administrateur , notamment en déclarant , dans votre colère , " Vous êtes des lâches " " Vous agissez dans l'illégalité " " Vous faites du boycottage " , visant par là le fait que l'Administration s'en était pris à votre chauffeur pour vous atteindre à travers lui . ~~relève également~~
Vous déclariez cela devant les témoins européens et indigènes présents , de toute la portée de votre voix , donc publiquement .

R- Ceci est inexact au possible , j'ai dit à Monsieur Gaupin que le procédé était ~~lâche~~ lâche et vous demanderez à Monsieur ~~le~~ L'Administrateur d'annexer au présent PV mes lettres adressées directement au Procureur du Roi , celle de février dernier et celle du 22 Aout contre l'OPJ Nija .

Q. Et en ce qui concerne les autres injures ?

R. J'admets la seconde , à savoir que j'ai déclaré " vous agissez dans l'illégalité " .

Q. Et la suivante, à savoir ; " Vous faites du boycottage " , proférée publiquement et publiquement expliquée .

R. Je reconnais cela également .

Q. L'enquête relève également un autre fait, constitutif d'outrage , à savoir que dans votre colère vous auriez menacé Monsieur Gaupin de votre poing . La plainte d'ailleurs est formelle à ce sujet et les témoignages recueillis jusqu'ici confirment la chose formellement .

R. J'ai demandé à Monsieur Gaupin de ne pas me flanquer à la porte parce que ce que je venais lui demander était ce qu'il y avait de plus logique . Si lui considère que j'ai levé le poing pour le frapper c'est différent .

Q. Et votre ton de conversation , peut-on penser qu'il était hostile ?

R. Etait-il justifié ?

90

R. non .

Le commis otto Rusingizandeke vous a vu le poing tendu et a vu Monsieur Gaupin vous tendre sa joue en disant : " Mais frappez donc Monsieur " . S'il n'y a pas eu geste de votre part , geste qui amena le réflexe de Monsieur Gaupin lequel semble être resté très calme , s'il n'y a pas eu geste , et geste menaçant , qu'y eu-t-il ?

R. Ce sont des imaginaires. X

R. Ce sont des imaginaires .

R. Ce sont des imaginaires .

Q. Donc vous ne voulez pas avouer et éviter de répondre dans le sens des témoins.

R. 6 - - - - - néant .

R. J'ai dit que le procédé était lâche

Q. Et vous entendiez par là ?

R. J'entend par là que quand on promet à quelqu'un, sous condition de pas annoncer la plainte au Procureur du Roi, de libérer le chauffeur emprisonné et qu'on ne le fait pas, que ce procédé est lâche.

Q. Expliquez vous davantage, ~~xxxxxxxxxxxxxxx~~.

Vous introduisez un nouvel élément dans cette enquête qui ne doit porter que sur les faits qui vous sont reprochés. X

Comme ~~xxxx~~ ceci est de nature cependant à mettre en lumière l'origine et les causes de l'incident, veuillez me donner votre version des faits.

R. Au mois de février alors que Monsieur Dupont ne me payait pas Monsieur Nys s'était permis de dire en public qu'il me chercherait, jusqu'à ce qu'il m'ait trouvé. Les différents procès verbaux et actions justifient cette façon de voir. de la chose
Je m'étais ouvert de ~~celle expression~~ à Monsieur le Substitut.

Relevons le dernier incident .C'est la convocation arbitraire de mon chauffeur.

Le chauffeur était commandé pour aller à Kisenyi . Il était dans son camion.
Le policier s'amène et lui dit qu'il doit aller au bureau directement et qu'il ne peut pas partir .

Il est parti à Visenyi malgré cela et avait reçu comme instruction de se présenter au bureau dès son retour . Il s'agissait d'une amende qu'il avait à payer pour infraction à la police de roulage à Vitarama . Cela se passait le samedi de la Toussaint . Le chauffeur ne se présenta pas . Il se fit arrêter , après les fêtes , alors qu'il venait au bureau . Monsieur Mijs le condamna à 7 jours .

J'exposai la situation à Monsieur L'A.T. Gaupin dans une lettre lui adressée et dans laquelle je lui demandais s'il avait envoyé ma lettre de février dernier contre monisuer Nijs au parquet et son intervention pour libérer le chauffeur et lui permettant d'effectuer le transport de mes recrues à Usumbura.

Mr l'A.T. me dit que cette affaire était propre à Monsieur Nijs ~~qui~~ Je suis allé voir Mr Nijs lequel avait reçu la lettre ~~de Monsieur~~ dont question plus haut des mains de M Gaupin.

J'expliquai à Monsieur Nijs pourquoi le chauffeur n'avait pas répondu à sa convocation et lui ai demandé, afin de ne pas me causer de dommage de libérer le chauffeur à midi. Il m'a répondu qu'il allait demander à M. Gaupin.

~~Mr Nijs m'a rapporté que contre les jugements rendus, il n'y avait pas d'appel possible, qu'il n'y avait que la révision et que je pouvais écrire à qui je voulais, que le but était atteint et qu'il allait proposer à Mr Gaupin d'accepter de lacher le chauffeur à midi.~~

A la suite de la demande de Mr Nijs, je suis venu chez M Gaupin et ai annulé ma plainte en lui disant que suite à l'entretien avec

- Q. Si je comprends bien, au moment ou vous avez annulé v tre plainte, ni M Nijs, ni M Gaupin ne vous avait dit que le chauffeur sera t relaxé
- R. Ce n'est qu'a cette condition que j'ai annulé la lettre.
- Q. Poursuivez.
- . M Gaupin après l'annulation de ma lettre est parti et aucune décision ne fut prise car le chauffeur ne fut pas relâché à: midi.
- Q. Mr Gaupin avait -il promis de libérer le chauffeur
- R. Non.
- Q. Je ne comprends pas.

Monsieur Nijs, j'annulais ma plainte au parquet. Je partis. Monsieur Gaupin ne prit pas la décision de libérer le chauffeur et à midi comme l'A.T. était parti, je dus louer un camion étranger pour transport mes recrues.

Je laissai les choses telles qu'elles.

Le jour de la libération de mon chauffeur, au matin, il revint prendre son travail. Je lui commandai de faire untransport de ciment à Kisenyi l'après midi.

Durant cet après midi, le chauffeur vint me trouver, dit qu'il ne pouvait partir car on lui réclamait encore 200 frs ou à défaut de paiement, il devrait faire 17 jours supplémentaires de prison.

Avant de lui remettre ces 200 frs, je voulus avoir la preuve de ce qu'il disait. Il me présenta ~~la~~ quittance de 200 frs relative à l'affaire de Gitarama, ~~et le billet d'élargissement.~~ Il vint payer encore deux cents frs, me montra la quittance et le billet d'élargissement.

C'est a ce moment que ~~je~~ j'allai demander des explication à Monsieur Gaupin, celui-ci ayant pigné les papiers en question.

Je frappai a la porte, j'entrai. Il y avait un missionnaire. Je priai l'AT d me donner une explication concernat lesquittances du chauffeur estimant que c'é ait très bien dosé que d'avoir donner 7 jours et 200 frs d'amende pour n'avoir pas répondu à une convocation. Le chauffeur prétendait n'avoir reçu que 7 jours. Or on lui faisait payer 200 frs de plus. Je demandais des explications à ce sujet.

- Q. Je suppose que votre ton était anormal pour que M. Gaupin ne vous ai pas poliment répondu, d'ailleurs, dans sa plainte il déclare s'etre efforcé de vous faire comprendre qu'il s'agissait de deux affaires distinctes et que l'amende de 200frs payée en second lieu n'avait rien d'une ~~mesure~~ arbitraire de sa part.

mesure

- R. Quand je viens au bureau ce n'est pas pour me faire jeter à la porte ni pour me faire considérer comme une partie négligeable. Sans me dire quoi que ce soit, ni me répondre, alors que je me suis excusé à lui, il m'a pris par le bras en me disant "voilà la porte"

~~Mr Gaupin~~

A quoi je lui ai dit " de grâce, ne me touchez plus. "

Je suis entré pour lui demander des explications en lui montrant les deux quittances à quoi il m'a déclaré qu'il n'avait pas d'explication à me donner et il voulu me mettre dehors.

- Q. Il résulte des déclarations de Rulemesha que vous vous etes introduit au bureau et avez de suite pris le ton de celui qui exige des explications. ~~et ne comprends rien à ce qui se passe.~~
- R.- Rulemesha ~~me dit~~ que je n'ai d'ailleurs pas vu au bureau n'est guère fondé à donner des appréciations.
- Q. Mais Rulemesha etait au bureau et vous ne l'avez même pas vu.
- R.

Copie

Affaire Gaupin / Van Hemelrijck.

L'enquête est reprise le 12.2.1951.

Compareait le Policier de chefferie MPABUKA, fils de Bikinga et de Nyiragutunga, colline Busogo, s/chef Gasasira, chef Rwabulindi.

Serment prêté il déclare ce qui suit:

Q. Est-ce vous qui êtes allé chez Monsieur Van Hemelrijck, le jour de la condamnation de son chauffeur par Monsieur Nijs, pour lui faire savoir qu'il avait à se rendre au bureau.

R. Oui.

Q. Dites-moi ce qui s'est passé avec Monsieur Van Hemelrijck, lequel je pense, s'opposa à ce que son chauffeur réponde à la convocation de l'OPJ?

R. Je me suis présenté au logement de Monsieur Van Hemelrijck où était son chauffeur. J'ai dit à Monsieur Van Hemelrijck que son chauffeur était demandé au bureau.

"Qui l'appelle" dit celui-ci? "Monsieur Nijs" dis-je.

"Il n'ira pas, dit-il, je lui interdis d'y aller, d'ailleurs serait-il appelé par l'Administrateur qu'il n'irait quand même pas".

"Monsieur Nijs et Monsieur Gaupin sont des européens BULE" j'ajoute que le chauffeur voulait venir mais Monsieur Van Hemelrijck le lui interdit. De plus, comme j'insistais, il s'est avancé pour me battre, mais je ne l'ai pas attendu, je reculai au fur et à mesure qu'il avançait.

Q. Y avait-il d'autres personnes présentes à ce moment là?

R. Oui; il y avait toutes ses recrues qui devaient partir avec le camion.

L'Intéressé signe sa déclaration.

Mpabuka.

Je jure que le présent Procès-Verbal est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire

M. Pochet.

Procès-verbal n° 220 (Suite)

Affaire Gaupin contre Van Hemelrijck: Interrogatoire de
Monsieur IDSTROM.

L'enquête est reprise le quatorzième jour du mois de septembre.

Comparaît Monsieur IDSTROM Edouard (EDWARD) Missionnaire Adventiste du Séminaire de Gitwe au Territoire de Nyanza, de nationalité Canadienne. Serment prêté il répond comme suit à nos questions:

Q. Monsieur Van Hemelrijck a-t-il frappé à la porte, qu'il dit avoir été fermée, avant d'entrer?

R. La porte était ouverte, Monsieur Van Hemelrijck n'a pas frappé, je m'en souviens bien.

Q. S'est-il excusé de déranger votre conversation.

R. Non. Monsieur Gaupin cherchait dans un dossier quelconque des renseignements que je lui avais demandés. Monsieur Van Hemelrijck est entré sans frapper et sans s'excuser et s'est adressé directement à Monsieur Gaupin sur un ton qui m'apparut normal mais qui s'éleva aussitôt dès que Monsieur Gaupin estima n'avoir plus d'autres explications à lui donner.

Je n'ai pas fait attention à ce qu'ils ont dit jusqu'au moment où Monsieur Van Hemelrijck a élevé la voix.

J'ai compris qu'il s'agissait de son chauffeur et d'amendes.

J'ai aussi entendu que Monsieur Gaupin répondait poliment, comme un homme officiel, qu'il n'avait pas d'autres explications à donner. Monsieur Gaupin voulut lui expliquer que la chose ne l'intéressait pas, en ce sens que ce n'était pas lui qui était intervenu dans cette affaire de jugement.

A quoi Monsieur Van Hemelrijck a répondu (et se fut là que sa colère commença) en montrant la signature de Monsieur Gaupin sur la quittance: "Mais ceci, n'est-ce pas votre nom?"

Dès ce moment, Monsieur Van Hemelrijck pointait le doigt vers Monsieur Gaupin jusque près de sa figure en le menaçant.

Après 5 minutes de cette haute voix, Monsieur Gaupin qui était resté calme, invita Monsieur Van Hemelrijck à quitter le bureau.

Monsieur Van Hemelrijck à ce moment a refusé et se tenait bien ferme. Il voulait diverses choses que je ne comprenais guère.

Monsieur Gaupin le toucha au bras légèrement en lui indiquant la porte. Monsieur Van Hemelrijck fit un geste violent du bras en criant: "ne me tenez pas... je ne sortirai pas.....etc."

Je vis le moment où une bagarre allait éclater et où on en viendrait aux mains.

Je me suis levé pour intervenir et ai frappé sur l'épaule de Monsieur Van Hemelrijck en lui disant "calmez-vous Monsieur, on ne fait pas cela dans le bureau de l'Administrateur..."

Monsieur Martens qui était présent me répondit d'un air furieux et me lança "Aissez-le"

Monsieur Gaupin qui était debout à ce moment retourna à son bureau faisant semblant de s'occuper, tandis que Monsieur Van Hemelrijck criait toujours.

Pendant tout ce temps, Monsieur Van Hemelrijck le suivait le doigt pointé sous son nez, le menaçant.

Cela dura 5 minutes. C'était formidable.

Monsieur Gaupin se mit alors à prendre des notes et à chaque phrase qu'il écrivait, il demandait si c'était bien cela. A quoi Monsieur Van Hemelrijck répondait "oui Monsieur"

"Et puis écrivez encore ceci..." Et ceci...;;,...."

Monsieur Gaupin explique avec beaucoup de soins pourquoi il ne pouvait pas lui donner davantage d'explications. Il mit plus de soins encore que précédemment, quand il était debout.

Monsieur Van Hemelrijck brouillait toujours puis il frappa sur la table en déclarant qu'il ne remettrait plus jamais les pieds dans ce bureau.

Il voulut sortir puis revenant vint s'excuser en disant "C'est à Monsieur que je m'adresse et non à vous"-

Q. Monsieur Van Hemelrijck exigea-t-il qu'on lui présente le dossier de l'affaire.

R. Je pense que oui, son ton l'indiquait, mais je ne comprends pas le français.

Ce que je me rappelle, en tout, c'est que c'était une marque d'irrespect.

Q. Vous avez entendu qu'il refusait de sortir alors qu'on l'y invitait.

R. Il a dit beaucoup de fois et qu'il ne sortirait pas avant d'avoir reçu les explications qu'il demandait, et qu'il resterait tant que cela lui plairait.

Q. Fut-il un geste menaçant du poing?

R. Je n'ai pas interprété son geste comme une menace. Il a violemment jeté son bras en arrière profitant de ce que Monsieur Gaupin le touchait légèrement au bras en l'invitant à sortir pour atteindre celui-ci.

Q. Avez-vous entendu Monsieur Gaupin lui dire "mais frappez donc Monsieur."

R. Je ne puis le dire.

Q. Qu'entendez-vous par les gestes menaçants dont vous ~~XXXX~~ parliez plus haut. Expliquez-moi dans quel sens ils étaient menaçants?

R. Monsieur Van Hemelrijck jouait du doigt tendu vers le visage de Monsieur Gaupin et cela signifiait bien une menace, car quel serait la signification d'un tel geste. Je ne comprenais pas les paroles. Il agitait ce doigt tendu presque contre le visage de Monsieur l'Administrateur de Territoire.

Q. Fit-il le geste de vouloir pousser l'Administrateur de Territoire dehors?

R. Je n'ai pas vu cela.

Q. Avez-vous relevé des insultes à l'adresse de Monsieur Gaupin?

R. J'ai entendu beaucoup de choses mais je ne comprends pas assez le français dans ses mots extraordinaires.

Q. Ne vous rappelez-vous pas les expressions

"Vous êtes des lâches" "Vous faites du bricottage"

R. Je ne comprends pas ces mots... je ne pourrais vraiment pas vous dire la chose.

Q. Avez-vous saisi ou cru comprendre que les paroles prononcées avaient un caractère d'insultes?

R. Comme j'ai vu, étant étranger à la chose, c'était un formidable manque de respect, un complet manque de respect.

Il n'a pas demandé la permission d'entrer. Il s'est imposé entre nous. Il a crié à haute voix pendant 20 minutes. Il a refusé de sortir, il s'est enfin excusé à moi en faisant bien remarquer à l'Administrateur de Territoire que ses excuses ne s'adressaient pas à lui. De plus, quand l'Administrateur de Territoire prenait note de ses paroles, il en ajoutait d'autres encore pour ~~qu'elles~~ ~~les~~ l'Administrateur de Territoire les inscrivit.

Q. Auriez-vous toléré semblable intrusion et comportement chez vous?

R. Je pense que chez vous, Monsieur Van Hemelrijck aurait été sorti immédiatement par la police.

Je n'ai jamais vu une chose semblable.

Q. Votre témoignage est peu précis. Il peut y avoir irrespect sans y avoir insultes pour cela.

R. Je ne ~~XXXXXX~~ connais pas les mots d'insultes en français, mais j'ai vu Monsieur Gaupin prendre des notes et peut-être qu'il a mis là dedans les insultes que Monsieur Van Hemelrijck lui a discernées. Monsieur Gaupin prenait note puis il a demandé à Monsieur Van Hemelrijck "reconnaissez-vous avoir dit cela?" L'autre répondait "oui", puis; "tenez, ajoutez encore... ceci...".

J'ai vu que les notes prises par Monsieur Gaupin sont réelles et que ce qui y est écrit fut dit et répété pendant l'incident.

Il y a certains mots qu'il a encadrés, parce qu'ils avaient, je suppose, un caractère injurieux grave.

C'est ce que je puis dire.

Maintenant je me rappelle que ce que vous me demandiez tout à l'heure à savoir, si Monsieur Van Hemelrijck avait poussé Monsieur Gaupin ~~XXXX~~ vers la porte.

Je puis affirmer actuellement. Je me rappelle qu'après avoir eu son geste vers l'arrière il a fait le geste de prendre Monsieur l'Administrateur de Territoire par le col et de le pousser.

L'a-t-il fait? Je ne puis le dire avec certitude mais le geste exista certainement.

Je me rappelle aussi, et je pense que Monsieur Gaupin a dû l'écrire sur ses notes que "Vous mettez d'ailleurs tout le monde à la porte". Il l'a d'ailleurs dit plusieurs fois.

Q. Le clerc était-il présent dans le bureau?

R. Oui, il est parti cependant dès que Monsieur Van Hemelrijck a commencé à crier très fort ou un peu après.

Q. Monsieur Van Hemelrijck déclare qu'après avoir frappé, il est entré et a demandé des explications au sujet de 2 quittances relatives à des amendes de 200 frs infligées à son chauffeur et que, sans lui répondre, sans lui dire quoi que ce soit, alors qu'il s'était excusé, Monsieur l'Administrateur de Territoire l'a pris par le bras en lui disant: "Voilà la porte"

Il déclare en outre dans la même réponse (ce qui est d'ailleurs contradictoire) que l'Administrateur de Territoire lui a déclaré qu'il n'avait pas d'explications à lui donner et qu'il voulut le mettre de suite dehors, donc, sans l'entendre.

R. C'est absolument faux.

Monsieur Gaupin lui a répondu, lui a donné des explications et après 5 minutes de la colère et des hurlements de Monsieur Van Hemelrijck, et après une nouvelle explication il l'a invité poliment à sortir. Il a agi comme un fonctionnaire doit le faire.

Je n'ai pas vu un seul geste, de Monsieur l'Administrateur de Territoire qui n'était pas celui qu'il devait avoir. Quand il avait le temps, il essayait de répondre, tellement l'autre criait. Il ne savait guère placer de mots.

Note. Nous allons voir sur le bureau de Monsieur Gaupin s'il n'y existerait pas les notes dont parle le témoin- Selon lui ce serait deux feuilles de papier dont une au moins contient une lettre sur une page. Elles sont griffonnées.

Nous trouvons ces feuillets. Nous en donnons lecture à Monsieur EDSTROM qui les reconnaît.

Q. Certifiez-vous que ces feuillets ont été écrits pendant la discussion?

R. Oui. Je les reconnais. J'affirme aussi que tout ce qui y figure fut admis par Monsieur Van Hemelrijck. J'ai vu Monsieur Gaupin encadrer plusieurs mots importants, à ce que j'ai cru. Et j'ai entendu Monsieur Gaupin demander à Monsieur Van Hemelrijck après qu'il eut écrit ces feuillets: "Avez-vous bien déclaré cela...? A quoi il répondait: "Oui," "Écrivez autre chose maintenant."

De quoi nous avons dressé le présent Procès-verbal d'après les déclarations du témoin qui signe avec nous. Il comprend 6 pages manuscrites.

Je jure que le présent Procès-verbal est sincère.

E. Edstrom
Gitwe, Nyanza.

M. Pochet.

Note de l'Officier de Police Judiciaire

En quittant notre bureau, Monsieur EDSTROM nous déclare qu'après l'incident Monsieur Van Hemelrijck a cherché à le rencontrer et s'est montré particulièrement aimable et prévenant pour lui, qu'il lui demanda d'oublier ce qui venait de se passer dans le bureau de l'Administrateur de Territoire. Il fut contacté ensuite par un nommé Etienne Dupont lequel lui conseilla vivement d'oublier l'incident déclarant qu'il était préférable que le Gouvernement n'apprenne pas ce qui s'était passé...etc...

Monsieur EDSTROM estime qu'on a essayé de l'influencer pour qu'il ne déclare pas à charge de Monsieur Van Hemelrijck. Mais, déclara-t-il, j'ai dit ce que j'ai vu, ce faisant rempli mon strict devoir de chrétien.

Je Jure que cette déclaration est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire

M. Pochet.

Recherches sur
Tunisie et Algérie

Dr. René G. St. J.
Objet: N° 220/P.

Kigali le 29 1951

Monsieur le Président,

Je tiens à vous remercier pour la
précieuse et intéressante lettre N° 220/P
relative à l'offre de la Société de l'Est africain.

Je regrette que nous ne puissions
répondre à votre lettre N° 220/P, 17/3/51, du
27 1951, mais nous ne pouvons pas
le faire car les fonds ne sont pas
encore versés.

Vous savez très bien que nous
ne sommes pas en mesure de faire
à l'heure actuelle des dépenses de
dépenses et que nous ne pouvons pas
financer cela.

Le financement nous fait beaucoup
de difficultés car la lettre N° 220/P
de la Société de l'Est africain nous a
été remise.

Il s'agit de la lettre N° 220/P
relative à.

Monsieur le Président
de l'Université de la République

Kigali

R. G. St. J.

$$x = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} + \frac{1}{2} \right) = \frac{1}{2}$$

THE RECORDS OF THE UNITED NATIONS

Trans: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840,

Comme suite à la dépêche du 1956/Just.7 du 13 août 1951, relative à la plainte de M. de l'Administrateur de l'arrondissement de MONTMAYE, chargé de Monsieur W. L. LAMBERTON, chef d'extrême gauche, lui a eu qualité de fonctionnaire, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien recevoir les dépositaires de l'insigne, sous serment et de les envoyer ainsi que l'insigne prononcé par le Juge de Police Monsieur Lys Robert à charge du chef de l'insigne de Monsieur Van Kessel, le concernant à sept jours de servitude pénale et 100 francs d'amende + les frais d'instance pour ne pas avoir répondu à une convocation le surintendant écrit au chef de l'insigne.

6. Pack -

Monsieur l'Officier de Police Judiciaire
(Monsieur le Procureur Administrateur "Territoriale" adjoints)
de 651

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains. The *Agrobacterium* strains were grown in the medium containing 100 mg/l of tetracycline. The cells were harvested at the stationary phase of growth and adjusted to the concentration of 1×10^8 cells/ml. The cells were then mixed with the plant cells and cocultured for 48 h. The plant cells were then cultured on the medium containing 100 mg/l of tetracycline. The transformation efficiency was determined as the number of transformants per 100 plant cells. The data are the mean \pm SD of three independent experiments.

• Territoire du Ruanda-Urundi.
• Résidence du Ruanda.
• Territoire de Ruhengeri.

Ruhengeri, le 23 août 1951

N° 1936 / Just. 7.

Monsieur le Substitut,

J'ai l'honneur de porter plainte à charge du sieur VAN HEMELRYCK, Achille, né à Termonde le 24 septembre 1895, immatriculé à Uvira le 11 mai 1927, résidant à Ruhengeri depuis juillet 1950, inscrit au registre de la population européenne du territoire à la date du 12 février 1951.

Voici les faits. Ce matin, entre 11 heures 30' et 12 heures, sans frapper, il pénétrait dans notre bureau; il était accompagné de son protégé du nom de MAERTENS. J'étais occupé avec Monsieur EDSTROM, Edouard, directeur du séminaire adventiste de Gitwe (territoire de Nyanza). Était aussi présent dans le bureau le secrétaire indigène Jean-baptiste Rulesmesha, lequel inscrivait à l'indicateur le courrier officiel réceptionné ce jour.

J'achevais de remettre en place, dans un rayon, des documents (circulaires du Gouverneur Général). Le sieur Van Hemelryck me mit sous les yeux deux quittances, modèle 18, qui avaient été délivrées à son chauffeur indigène. Avec brutalité il me déclara qu'une injustice avait été commise, que son chauffeur ne devait pas payer une seconde fois une somme de 200 francs à titre d'amende, que le versement de la deuxième amende était imputable à une mesure arbitraire de ma part.

C'est en vain que je m'efforçai de faire comprendre qu'il s'agissait de deux affaires distinctes:

1ère quittance: Versement d'une somme de 200 francs à titre d'amende forfaitaire pour réprimer une contravention à la police de roulage; amende proposée par l'O.P.J. Bribosia et recouvrement effectué, à la demande du Parquet, par l'O.P.J. Nijs.

2me quittance: Paiement opéré le matin même, jour de son élargissement. Ce chauffeur fut condamné à 7 jours de S.P., à 200 francs d'amende + 21 francs de frais d'instance, par le juge de police Nijs, pour refus de répondre à une convocation écrite. Monsieur Nijs avait convoqué le chauffeur pour l'inviter à verser l'amende forfaitaire.

Monsieur Van Hemelryck exigea la présentation des dossiers judiciaires comme si, soudainement, il eut été investi d'un pouvoir de contrôle. Je lui répondis qu'il pouvait formuler toute réclamation au Parquet, que je n'étais pas autorisé à accéder à sa demande. Ses paroles devinrent tout d'un coup de véritables hurlements. Soucieux de faire cesser ce scandale subit et inattendu, je le priai de sortir de mon bureau. Il se figea et clama qu'il ne voulait pas sortir et qu'il resterait dans le bureau tant que la chode lui paraîtrait. J'étais debout devant lui. Il étendit le bras vers l'arrière, esquissa un geste qui n'avait d'autre signification qu'un coup de poing qui allait s'abattre sur moi. J'étais debout près de lui; j'observais le mouvement du bras, mais le coup ne fut pas donné. Il m'agonisa d'expressions de ce genre: "vous êtes des lâches", "vous faites du boycottage", "vous agissez dans l'illégalité". Il déballa; pendant près d'un quart d'heure, un vocabulaire qui avait la même portée injurieuse.

De nombreux noirs se groupèrent devant la porte du bureau attirés par les vociférations de ce Monsieur. Sans nul doute, sans connaître la valeur des mots, ils étaient indignés. Leur entendement réalisait certainement qu'un représentant de l'autorité était bafoué dans son propre bureau, dans l'exercice

de ses fonctions. Pour la première fois, sans doute, ils étaient témoins d'une atteinte grave non seulement au prestige européen, mais aussi et surtout au prestige du Gouvernement que ma modeste personne représentait.

Comme il ne m'était pas possible, malgré le sang froid dont je ne me suis pas départi, de l'amener à une plus saine compréhension, je voulus reprendre mon activité interrompue avec ce représentant de la mission adventiste. Le sieur Van Hemelryck se calma un instant pour repartir dans un nouveau flot d'injures à l'évocation de prétendus griefs précédents. Enfin, la voix fatiguée, peut-être, il présenta ses excuses au missionnaire adventiste, mais jugea nécessaire de clôturer ses invectives par cette dernière déclaration: "C'est à ce Monsieur que je fais des excuses et non à vous." Il sortit et je ne le revis plus.

Le sieur VAN HEMELRYCK a enfreint l'article 136 du C.P. L.II. C'est du chef de cette inculpation que je l'accuse.

Il est également coupable de susciter le mauvais esprit parmi les indigènes. Si son chauffeur fut condamné par Monsieur NIJS, pour refus de répondre à une convocation judiciaire je suis autorisé à affirmer que son patron faisait opposition à cette convocation. Il déclarait au policier chargé d'enjoindre au chauffeur de se présenter au bureau de Monsieur NIJS les propos qui ont cette signification: "N'approche pas sinon je te démolis. Je ne veux pas que mon chauffeur se rende au bureau. L'administrateur et Monsieur Nijs sont des fonctionnaires "bule". Le policier, lors d'un interrogatoire, pourra en dire davantage. Cette déclaration était faite devant la maison qu'il occupe d'autorité, sans titre ni droit, depuis un an. Des indigènes n'ont pas manqué de l'entendre.

Le 17 août courant il déposait plainte à charge de Monsieur Nijs, du chef d'arrestation arbitraire. Je joins la plainte où vous pourrez lire la mention suivante dans un coin: "La présente peut être annulée." Cette annotation fut faite environ une demi-heure après la présentation de la plainte. La présentation de la plainte ne fut d'ailleurs pas sans histoire. Ce Monsieur souhaitait que je me rendisse coupable d'une intervention arbitraire en ordonnant au juge de police Nijs de relaxer le chauffeur. Ce seul exemple illustre un état d'esprit: l'arbitraire est normal s'il se concilie avec ses intérêts; est arbitraire toute mesure légale susceptible d'entraver la marche normale de ses affaires.

Pour terminer je dois mettre l'accent sur l'indignation profonde qui s'empara de Monsieur EDSTROM, de nationalité canadienne, témoin de ce pénible incident. Il s'expliqua à peu près en ces termes: "Au Canada, je ne pense pas que cela pourrait se passer qu'un fonctionnaire soit insulté et menacé dans son bureau. Je ne sais pas s'il existe un pays de par le monde où cela pourrait se présenter. Vous êtes très fort d'avoir pu garder votre calme. Personnellement je n'aurais pas su".

L'administrateur de territoire,
R. Gaupin

Monsieur le Substitut du Procureur du Roi à KIGALI.

(Une copie est envoyée pour information à Monsieur le Vice-Gouverneur Général du Ruanda-Urundi, sous le couvert de Monsieur le Résident du Ruanda.)

ce 23/8/51

- 1/ Nyinimanyi Col. gitwa i'chef Kabera
- 2/ Rugarama n Busogo i'chef Gasasira
- 3/ Habangira Abia - mission Russe Rubero
- 4/ Samueli Kalekezi " " "
- 5/ Augustin Sabayiro Sebassiponta (Ueli)
- 6/ Azaria Trazirayem -

ont entendu que M Van Hemelryck ferait
des menaces à l' A. T. - ont vu des bouculades
au bureau

7/ Rukumbura

8/ Otto